



# Le bulletin

DISPONIBLE SUR L'INTERNET  
WWW.USMISSION.CH

## Hebdomadaire

### CETTE SEMAINE

4 FEVRIER 2004

#### LE PROJET DE BUDGET POUR 2005 MET L'ACCENT SUR LA DÉFENSE ET LA SÉCURITÉ

Le président Bush a soumis son projet de budget au Congrès..... 1

#### M. ALAN LARSON NOMMÉ ADMINISTRATEUR GÉNÉRAL DU COMPTE DU MILLÉNAIRE

La première réunion du conseil d'administration ..... 2

#### PROJET DE BUDGET 2005 POUR LA LUTTE CONTRE LE SIDA

Les propositions du président Bush..... 3

#### TOM RIDGE : LES ÉTATS-UNIS SE PORTENT MIEUX EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ

Article du ministre de la sécurité intérieure ..... 4

#### LES E.-U. S'APPRÊTENT À DIFFUSER DES ÉMISSIONS TÉLÉVISÉES AU MOYEN-ORIENT

Prochain lancement de la station de télévision Al-Hurra en langue arabe ..... 5

#### LA MINISTRE AMÉRICAINE DU TRAVAIL INAUGURE UN CENTRE DE FORMATION À BAGDAD

Mme Chao rend également visite à l'académie de police de la ville et à un orphelinat. .... 6

#### OGM : LE MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE A L'INTENTION DE MODIFIER SA RÉGLEMENTATION

Extraits du communiqué de presse du ministère de l'agriculture des Etats-Unis..... 7

#### LE PROJET DE BUDGET POUR 2005 MET L'ACCENT SUR LA DÉFENSE ET LA SÉCURITÉ

Le président Bush a soumis son projet de budget au Congrès.

Par Andrzej Zwanecki  
Rédacteur du "Washington File"

Washington - Dans son projet de budget pour l'année budgétaire qui commencera le 1er octobre 2004 (année budgétaire 2005), le président Bush propose un accroissement des crédits destinés à la défense, la sécurité intérieure et à l'aide à l'étranger tout en se rapprochant de la réalisation de son but qui consiste à réduire de moitié le déficit du budget fédéral dans 5 ans.

Rendu public le 2 février par la direction du budget de la Maison-Blanche, le projet de budget 2005 prévoit 2.399 milliards de dollars au titre des dépenses publiques et 2.036 milliards de dollars au titre des recettes, soit un déficit de 363 milliards de dollars qui est moindre que celui prévu pour 2004 (521 milliards).

La soumission du projet de budget au Congrès ouvre une période longue et souvent difficile d'élaboration de plusieurs lois de finances distinctes dont les montants sont fréquemment différents de ceux prévus par le président.

Le montant prévu pour les dépenses "discrétionnaires" (qui ne sont pas exigées par des lois antérieures) atteint 818 milliards de dollars, soit une augmentation de 4,1 % par rapport à 2004 (786 milliards). Il ne comprend pas les crédits destinés aux opérations militaires et à la sécurité en Afghanistan et en Irak. Les crédits votés à ce titre par le Congrès en 2003 ont atteint 87 milliards. Le directeur du budget, M. Joshua Bolten,

a indiqué le 2 février que le gouvernement comptait soumettre plus tard une rallonge budgétaire à cet effet et qu'elle s'élèverait probablement à quelque 50 milliards de dollars.

Dans sa lettre jointe au projet de budget, le président Bush souligne que ce projet traduit le maintien de l'importance de la défense et de la sécurité. "Nous continuerons de faire tout ce qu'il faudra pour défendre notre pays" à une période où les Etats-Unis "sont encore en guerre", souligne-t-il.

En ce qui concerne la défense, le montant des crédits prévus à cet effet atteint 402 milliards de dollars, soit une augmentation de 7 %. Quant à la sécurité intérieure, l'augmentation des crédits affectés à ce poste est de 10 %. Ce poste comprend entre autres le budget du FBI (+ 11 %) et les crédits affectés à la sécurité sanitaire des aliments et à la sécurité dans le secteur agricole (+ 180 %).

Par ailleurs, le projet de budget prévoit une augmentation de 17 % de l'aide à l'étranger (31,6 milliards de dollars), qui comprend entre autres 1,2 milliard de dollars au titre de la reconstruction de l'Afghanistan et plus de 5,7 milliards de dollars au titre de l'aide militaire et économique à des Etats en développement qui participent de près à la lutte contre le terrorisme tels la Turquie, la Jordanie et le Pakistan.

Quant au déficit budgétaire, il est indiqué dans le projet de budget que le gouvernement "demeure résolu" à le réduire considérablement dans les années à venir. M. Bush demande aux parlementaires de ne pas accroître les dépenses discrétionnaires de plus de 0,5 % par rapport à 2004, notamment en réduisant certains crédits et en supprimant une multitude de programmes fédéraux.

Le déficit budgétaire de 521 milliards de dollars prévus par la Maison-Blanche pour 2004 est supérieur à celui prévu par l'Office du budget du Congrès (477 milliards). Si le déficit prévu par la Maison-Blanche est le plus élevé en dollars de toute l'histoire des Etats-Unis, il est cependant moindre en pourcentage du produit intérieur brut (4,5 %) que celui de 1983 (6 %).

## M. ALAN LARSON NOMMÉ ADMINISTRATEUR GÉNÉRAL DU COMPTE DU MILLÉNAIRE

La première réunion du conseil d'administration  
Par Kathryn McConnell  
Rédactrice du "Washington File"

M. Alan Larson, sous-secrétaire d'Etat aux affaires économiques, commerciales et agricoles, dirigera la nouvelle administration fédérale chargée de gérer le Compte du millénaire, ce nouveau fonds d'aide extérieure conçu par le gouvernement Bush pour appuyer des stratégies de développement novatrices.

Cette décision a été annoncée le 2 février au département d'Etat lors de la première réunion publique du conseil d'administration de la "Millennium Challenge Corporation". Présidé par le secrétaire d'Etat, M. Colin Powell, ce conseil comprend également le ministre des finances, M. John Snow, le représentant des Etats-Unis pour le commerce extérieur, M. Robert Zoellick, et l'administrateur de l'Agence des Etats-Unis pour le développement international, M. Andrew Natsios.

Créé en mars 2002, le Compte du millénaire, fonds de développement "d'une portée sans précédent" selon M. Powell, fournira des aides aux pays en développement qui auront adopté une politique judicieuse sur les plans politique, économique et social. Le collectif budgétaire adopté en janvier lui accorde 1 milliard de dollars pour l'année budgétaire 2004, qui se terminera le 30 septembre.

Lors de cette réunion, M. Powell a également annoncé le lancement du site d'Internet du Compte : [www.mca.org](http://www.mca.org). On y trouvera des renseignements sur les pays désignés comme admissibles à bénéficier des aides du fonds ainsi que sur les critères et indicateurs qui seront utilisés pour mesurer les progrès d'un pays sur la voie de la réduction de la pauvreté.

La prochaine réunion du conseil d'administration aura vraisemblablement lieu pendant la première quinzaine de mai, lorsqu'auront été sélectionnés les premiers pays aptes à bénéficier du programme.

Selon M. Powell, tant les pays donateurs que les pays du tiers monde reconnaissent aujourd'hui que le succès d'un plan de développement dépend d'une conjugaison de facteurs : la croissance économique, une politique économique saine, des partenariats, des résultats mesurables et des actions individuelles. Il a déclaré es-

pérer que les pays qui n'auraient pas satisfait aux critères d'admission se sentiraient incités à réformer lorsqu'ils verraient l'aide affluer aux pays admis au programme.

M. Natsios ayant fait observer que, jusqu'à présent, les incitations à la réforme ont été inefficaces, M. Zoellick a dit qu'en effet, il ne fallait pas présenter le soutien au développement comme un choix entre "l'aide et le commerce", mais comme un ensemble d'actions conjuguant ces deux éléments. Ainsi, les crédits consentis au titre du Compte du millénaire devraient permettre aux pays bénéficiaires de développer leur capacité commerciale.

Et M. Snow de souligner que "la croissance ne s'opère pas en vase clos, elle résulte de choix déterminés". C'est pourquoi le conseil d'administration du Compte mettra l'accent sur des résultats mesurables et sur la transparence.

## PROJET DE BUDGET 2005 POUR LA LUTTE CONTRE LE SIDA

### Les propositions du président Bush

On trouvera ci-après le texte d'une fiche analytique du département d'Etat présentant le projet de budget du président Bush pour son plan d'aide d'urgence en matière de sida pendant l'année budgétaire 2005

Le projet de budget du président Bush pour son plan d'aide d'urgence en matière de sida pendant l'année budgétaire 2005

Ce projet de budget illustre le maintien d'un fort engagement en faveur de la lutte contre le sida

### Principaux points

- Le président a prévu 2,8 milliards de dollars pour l'année budgétaire 2005 au titre de la lutte mondiale contre le VIH et le sida, la tuberculose et le paludisme, soit un montant supérieur à celui que tout autre gouvernement précédent a consacré à la lutte contre ces maladies.

- 1,45 milliard de dollars serviront à exécuter le programme de grande portée visant à intégrer la prévention, le traitement et les soins pour endiguer la pandémie de

sida dans 15 pays qui comptent quelque 50 % des séropositifs du monde entier.

- 1,17 milliard de dollars iront à des programmes bilatéraux actuels appuyant des activités de recherche médicale et de lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme.

- Le projet de budget illustre l'engagement du président à fournir 200 millions de dollars par an jusqu'à la fin de l'année 2008 au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

- Conformément à sa promesse d'augmenter les crédits budgétaires au cours d'une période de 5 ans, le président a prévu une augmentation de 16 % par rapport à l'année budgétaire 2004 et de 78 % par rapport à l'année budgétaire 2003.

- Le projet de budget 2005 représente une augmentation de 236 % des crédits consacrés à l'aide à l'étranger en matière de VIH et de sida depuis l'entrée en fonctions du président en 2001.

Les Etats-Unis premier donateur mondial à la lutte contre le sida

- Le plan du président est le plan le plus important qui ait jamais été conçu dans le domaine de la santé internationale en vue de lutter contre une seule maladie.

- Les Etats-Unis continuent de faire preuve d'un engagement sans précédent dans le monde en ce qui concerne le financement de la lutte mondiale contre le sida. En 2002 et 2003, la contribution des Etats-Unis au niveau international a été plus importante que celle de tous les autres Etats donateurs réunis.

- Si l'on suppose que la contribution des autres donateurs restera au même niveau, la contribution des Etats-Unis en 2004 sera environ deux fois supérieure à celle de tous les autres Etats donateurs réunis.

- Le président a fait de la lutte contre la pandémie de sida un des domaines prioritaires de la politique étrangère des Etats-Unis. Son plan a une durée de 5 ans, un budget de 15 milliards de dollars et des volets multiples visant à lutter contre cette maladie en offrant un traitement à 2 millions de personnes et des soins à 10 millions d'autres et en prévenant 7 millions de nouveaux cas dans 15 pays, ainsi qu'en continuant de financer des programmes bilat

éraux et des programmes multilatéraux tels que le Fonds mondial.

Le maintien de l'aide des Etats-Unis au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

- Désireux d'apporter leur soutien au Fonds mondial dont les travaux sont prometteurs, les Etats-Unis lui ont versé 623 millions de dollars jusqu'ici et ils se sont engagés à lui fournir 1,97 milliard de dollars pendant la période allant de la date de sa création à la fin de l'année 2008 (leur contribution annuelle ne devant pas être supérieure à un tiers de l'ensemble des contributions reçues par le Fonds mondial chaque année à compter de 2004).

- Les Etats-Unis continuent d'être le pays qui contribue le plus au Fonds mondial. En date du 30 janvier 2004, leurs contributions représentaient 37,4 % de l'ensemble des contributions annoncées et 31,1 % des contributions versées.

#### TOM RIDGE : LES ETATS-UNIS SE PORTENT MIEUX EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ

Article du ministre de la sécurité intérieure

Cet article du ministre de la sécurité intérieure, M. Tom Ridge, a été publié le 2 février dans le quotidien USA Today. Il appartient au domaine public et peut être reproduit librement.

Les Etats-Unis sont en meilleure sécurité Tom Ridge

Les terroristes sont des menteurs : ils se munissent de faux documents et masquent leurs intentions. Dès lors, un pays ouvert et accueillant ne peut garantir un système de sécurité à toute épreuve, mais nous ne ménageons aucun effort pour faire en sorte que les terroristes aient beaucoup plus de mal à nous duper.

Depuis le 11 septembre 2001, nous avons renforcé la sécurité des transports aériens depuis l'enregistrement des passagers jusqu'à la cabine de pilotage de l'avion. Nous avons embauché des dizaines de milliers de personnes qui ont suivi une formation poussée, mis des centaines de policiers de l'air à bord de vols choisis, exigé des listes de passagers avant leur embarquement, imposé des

inspections sélectives du fret aérien, armé des pilotes et blindé les portes de la cabine de pilotage. Mais surtout, nous utilisons et partageons les informations comme jamais nous ne l'avions fait.

Le programme US-VISIT est en place dans environ 130 aéroports et ports et va être étendu à bien d'autres. Ce programme a recours à la biométrie, notamment au balayage électronique des empreintes digitales, afin de confirmer l'identité des visiteurs étrangers et vérifier leur statut au plan des visas. Il se sert aussi des données obtenues par les consulats des Etats-Unis à l'étranger.

En quelques semaines seulement, ce mécanisme a décelé des dizaines de délinquants. Un criminel qui se faisait appeler par cinq noms différents et utilisait trois dates de naissance a été pris ; un trafiquant de drogue en cavale depuis 20 ans a été capturé. Si les terroristes mentent, les empreintes digitales, elles, ne mentent pas.

Un autre important outil dont on pourra disposer à partir de cette année, le CAPPS II (Computer Assisted Passenger Prescreening System) utilise les informations communément fournies par les passagers ainsi que les banques de données commerciales et les banques de données sur les criminels afin de repérer les passagers qui pourraient faire peser une menace sur les autres.

Le CAPPS II va nous aider à protéger la vie privée des gens tout en protégeant les vies. Il n'aura pas accès aux informations bancaires, aux informations médicales ou aux données relatives aux transactions commerciales par carte de crédit. Pratiquement toutes les données concernant les passagers seront effacées immédiatement après le vol. Les cas d'identification positive erronée seront bien moins fréquents.

Nous avons fait de grands progrès avec nos alliés européens et avec d'autres pays afin de garantir l'accès aux informations relatives aux passagers avant le départ des avions pour les Etats-Unis. En mettant l'accent sur le comportement des personnes, nous pouvons réduire notre dépendance à l'égard de normes plus arbitraires, telles que la nationalité. Une personne devrait être jugée sur sa conduite et non pas sur celle de son pays.

Les programmes US-VISIT et CAPPS II aideront les professionnels de la sécurité du territoire à concentrer leur personnel et leur technologie là où les risques sont les plus grands. Grâce à ces outils, notre capacité à maintenir nos frontières ouvertes, à continuer nos liaisons

aériennes et à assurer la sécurité des gens s'en trouve renforcée.

Nous avons le cœur serré pour les victimes des attaques du 11 septembre. Nous ne pouvons pas revenir en arrière, mais nous pouvons démasquer les terroristes aujourd'hui et empêcher leurs attaques de réussir demain.

#### LES E.-U. S'APPRÊTENT À DIFFUSER DES ÉMISSIONS TÉLÉVISÉES AU MOYEN-ORIENT

Prochain lancement de la station de télévision Al-Hurra en langue arabe

Par David Shelby  
Rédacteur du "Washington File"

Washington - Dans les semaines à venir, le gouvernement des Etats-Unis lancera la station de télévision Al-Hurra, qui diffusera jour et nuit des émissions en langue arabe au Moyen-Orient. Diffusées au moyen des satellites Arabsat et Nilesat, ces émissions porteront sur l'actualité.

"Nous pensons qu'il existe un marché au Moyen-Orient pour des nouvelles dignes de foi. A mon avis, nous pouvons développer le marché pour des nouvelles sérieuses", a indiqué M. Kenneth Tomlison, président du "Broadcasting Board of Governors" (BBG), qui est la société mère de la station Al-Hurra, lors de l'entretien qu'il a accordé le 28 janvier au "Washington File".

De nombreux critiques de la nouvelle station soutiennent qu'elle aura des difficultés à établir sa crédibilité et son indépendance alors que son budget de démarrage (32 millions de dollars) est financé par le Congrès des Etats-Unis et qu'elle doit recevoir 30 millions de dollars de plus de ce même Congrès pendant sa première année de fonctionnement.

M. Tomlison a souligné, quant à lui, que ce seraient les téléspectateurs du Moyen-Orient qui décideraient si les nouvelles diffusées par la station Al-Hurra étaient dignes de foi ou non. "Les gens, a-t-il dit, ne sont pas stupides. Si nous présentons des nouvelles avec parti pris, ils s'en rendront compte."

"Si l'on considère les stations de télévision du Moyen-

Orient, a-t-il ajouté, on trouve soit des stations administrées par l'Etat, soit des stations entre les mains de personnes qui ont leur intérêt personnel en vue." En revanche, la station Al-Hurra présentera "avec exactitude des nouvelles qui sont intéressantes, qui répondent aux besoins des gens et qui sont importantes" et elle fera concurrence aux autres stations.

A l'heure actuelle, a-t-il dit, de nombreuses questions importantes ne sont guère mentionnées sur les chaînes de télévision du Moyen-Orient. Al-Hurra diffusera des nouvelles complètes sur l'Irak et sur le conflit israélo-palestinien et abordera aussi une multitude de sujets qui préoccupent la population de cette partie du monde.

Selon un communiqué de presse diffusé par le BBG, la nouvelle station de télévision présentera des nouvelles et des informations sur toute une gamme de sujets, y compris la santé, la forme physique, les spectacles, le sport, la mode, la science et les techniques. Les émissions comprendront des émissions-débats, des émissions d'actualités et des tables rondes.

"Les nouvelles et les informations diffusées par la station viseront à élargir le point de vue des téléspectateurs ainsi qu'à leur permettre de penser par eux-mêmes et de prendre de meilleures décisions", indique ce communiqué de presse.

A titre d'exemple, M. Tomlison a précisé que la nouvelle station comptait présenter un débat entre une personnalité musulmane de tendance extrémiste et un musulman modéré et laisser les téléspectateurs se faire leur propre opinion.

Les installations de production et de diffusion de la station Al-Hurra seront situées aux Etats-Unis, mais celle-ci aura des bureaux à Dubaï, à Amman et à Bagdad. En outre, elle fera appel à des journalistes indépendants et à des correspondants dans tout le Moyen-Orient, en Europe et aux Etats-Unis.

Le BBG a commencé à embaucher des journalistes et des techniciens locaux et à passer des accords avec d'autres organismes d'information afin d'avoir l'accès le plus large possible à l'ensemble des événements actuels au Moyen-Orient.

"La télévision par satellite est le plus grand phénomène dans les domaines des médias et de la politique au XXIe siècle, et nous serons présents dans ce domaine pendant longtemps", a fait remarquer M. Tomlison.

Selon le communiqué de presse du BBG, plus de 75 % des ménages des pays du golfe Persique ont accès à des émissions diffusées par satellite, tout comme 30 % des ménages palestiniens (bande de Gaza et Cisjordanie) et 20 % des ménages égyptiens.

La station Al-Hurra diffusera ses émissions en Irak à l'aide d'émetteurs terrestres.

#### LA MINISTRE AMÉRICAINE DU TRAVAIL INAUGURE UN CENTRE DE FORMATION À BAGDAD

Mme Chao rend également visite à l'académie de police de la ville et à un orphelinat.

Par Kathryn McConnell  
Rédactrice du "Washington File"

Washington - Dans un communiqué publié le 29 janvier, le ministère américain du travail indique que la ministre du travail, Mme Elaine Chao, a récemment fait une visite de deux jours en Irak. A Bagdad, elle a inauguré un centre de formation professionnelle, visité l'académie de police et un orphelinat. Elle s'est en outre rendue dans un centre de promotion des droits de la femme situé à Hilla.

Le centre de formation professionnelle, qui permettra aux gens d'acquérir des compétences utiles, notamment au plan informatique, est le premier de plusieurs centres semblables que le ministère irakien du travail et des affaires sociales, de nouveau en fonctionnement, va mettre sur pied dans les principales villes du pays.

"Accroître l'emploi est un élément clé de la stabilisation de la démocratie en Irak", a souligné M. Chao.

Le ministère américain du travail, précise le communiqué, a, au cours des derniers mois, reçu aux Etats-Unis plusieurs responsables irakiens de l'emploi qui ont notamment visité un centre de formation professionnelle où les personnes qui cherchent un emploi peuvent obtenir sur placetoutes les informations dont elles ont besoin.

En Irak, explique le communiqué, le ministère du travail administre également le fonds de sécurité sociale ainsi que les programmes de bienfaisance concernant les enfants, les personnes âgées, les veuves et les handicapés.

Lors de sa visite de l'orphelinat d'Al-Wazirya, à Bagdad, où elle a fait don de matériel pédagogique au nom de son ministère, Mme Chao s'est déclarée "confiante et optimiste" qu'un "avenir plus prometteur en matière de paix et de possibilités" attendait les enfants.

Lors de sa visite à l'académie de police, Mme Chao était accompagnée de MM. Chuck Canterbury, président de l'Ordre fraternel de police (FOP) des Etats-Unis, et Jim Pasco, directeur exécutif de cette organisation. M. Canterbury a indiqué que le FOP allait envoyer quelques-uns de ses membres en Irak afin d'aider à la formation des policiers du pays.

A l'heure actuelle, environ 170.000 personnes sont associées aux forces irakiennes de sécurité, un chiffre qui est supérieur à celui des forces de l'Autorité provisoire de la coalition déployées dans le pays. Des milliers d'autres sont en cours de formation ou attendent de recevoir cette formation.

Abordant le sujet du centre féminin à but lucratif Fatima Al-Zahra, qui a été établi avec l'aide des Etats-Unis, Mme Chao a fait remarquer que ce centre, et les institutions semblables, "sont extrêmement importants pour faire progresser la démocratie en Irak, une démocratie dans laquelle les femmes sont respectées et participent à tous les secteurs de la société".

Ce centre offrira des cours de nutrition, de couture, de cuisine et d'anglais. Il organisera aussi des programmes visant l'alphabétisme ainsi que des ateliers ayant trait aux petites exploitations agricoles, à la démocratie, et à l'acquisition de compétences en matière d'informatique.

Le centre, souligne le communiqué, donne aux femmes la possibilité de retrouver leur liberté et d'envisager leur avenir en tant que membres à part entière de la société.

## OGM : LE MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE A L'INTENTION DE MODIFIER SA RÉGLEMENTATION

Extraits du communiqué de presse du ministère de l'agriculture des Etats-Unis

La ministre de l'agriculture des Etats-Unis, Mme Ann Veneman, a annoncé le 22 janvier que son ministère comptait mettre à jour et renforcer sa réglementation relative à l'importation de certains organismes génétiquement modifiés (OGM), à leur transport d'un Etat fédéré à un autre et à leur mise sur le marché.

Le service d'inspection sanitaire des animaux et des végétaux (APHIS) du ministère de l'agriculture va élaborer un document relatif à l'impact des OGM sur l'environnement qui fera état de la réglementation actuelle et des effets éventuels des modifications proposées.

Un avis paru le 23 janvier dans le "Federal Register" (journal officiel de l'Etat fédéral) donne un aperçu des questions et des solutions qui figureront dans le document relatif à l'impact des OGM sur l'environnement et invite le public à soumettre des observations afin de mieux définir l'ampleur des questions et des solutions envisagées.

On trouvera ci-après des extraits du communiqué de presse que le ministère de l'agriculture a diffusé le 22 janvier à ce sujet.

Le ministère de l'agriculture annonce son intention de mettre à jour sa réglementation en matière de biotechnologie

Washington, le 22 janvier 2004 - La ministre de l'agriculture des Etats-Unis, Mme Ann Veneman, vient d'annoncer aujourd'hui l'intention du ministère de l'agriculture de mettre à jour et de renforcer sa réglementation relative à l'importation de certains organismes génétiquement modifiés (OGM), à leur transport d'un Etat fédéré à un autre et à leur mise sur le marché.

"La biotechnologie est une science en évolution permanente, a-t-elle dit. Il nous faut donc garantir que notre cadre réglementaire reste robuste en anticipant les changements et en n'étant pas dépassés par eux. Un document détaillé sur l'impact des OGM sur l'environnement constitue la première mesure essentielle à cet égard. Notre cadre réglementaire doit être aussi bien rigoureux que souple, se fonder sur de bons principes scientifiques et viser à atténuer les risques."

Le service d'inspection sanitaire des animaux et des végétaux (APHIS) du ministère de l'agriculture préparera un document relatif à l'impact des OGM sur l'environnement en évaluant sa réglementation en la matière et plusieurs modifications éventuelles, notamment la mise en place d'un système de permis à plusieurs niveaux et en fonction des risques pour remplacer le système de permis actuel, ainsi que le renforcement des modalités de déréglementation en vue d'offrir de la souplesse pour un suivi de longue durée. Toute modification apportée à la réglementation se fondera sur des principes scientifiques et visera à atténuer les risques.

L'APHIS réglemente la biotechnologie agricole depuis 1987. Il veille à la sécurité des essais en champ d'une dizaine de milliers d'organismes génétiquement modifiés et suit la déréglementation d'une soixantaine de ces organismes. Ces dernières années, le gouvernement Bush a pris des mesures pour renforcer la réglementation du ministère de l'agriculture relative à la biotechnologie en créant un programme de réglementation de la biotechnologie, en renforçant son système de permis pour les produits pharmaceutiques et industriels à base de végétaux ainsi qu'en mettant en place une unité chargée de faire respecter cette réglementation.

L'APHIS invite les parties prenantes et le public à soumettre leurs observations en vue de l'aider à définir l'ampleur du document relatif à l'impact des OGM sur l'environnement ainsi que celle de toute modification. Un avis paraîtra le 23 janvier dans le "Federal Register" et figure à compter d'aujourd'hui sur le site "www.aphis.usda.gov". Il est possible de consulter les documents de l'APHIS publiés dans le "Federal Register" et des renseignements annexes tels que les noms d'organismes et d'individus qui ont soumis des observations sur l'internet au site suivant : [www.aphis.usda.gov/ppd/rad/webrepor.html](http://www.aphis.usda.gov/ppd/rad/webrepor.html).

Les observations reçues le 23 mars ou antérieurement feront l'objet d'un examen. Elles peuvent être envoyées par la poste, par un service commercial d'expédition ou par courrier électronique.